

Thèse pour l'obtention du grade de docteur en architecture
Université Paris 8 – Vincennes – Saint Denis
UAUIM Bucarest

Adriana DIACONU

Sous la codirection d'**Henri BRESLER**, professeur honoraire, ENSA de Paris-Belleville



Sous la codirection de **Nicolae LASCU**, professeur à l'UAUIM Bucarest



Date et lieu de soutenance : le 12 novembre 2010, ENSA de Paris-Belleville, 60 bd. de la Villette, 75019 Paris

LES ORIGINES DU LOGEMENT SOCIAL ET COLLECTIF À BUCAREST **ARCHITECTURE ET IDÉOLOGIES POLITIQUES : 1910-1960**

Résumé de thèse (envions 6000 caractères)

Cette recherche est née du souhait de comprendre les transformations produites au niveau des pratiques architecturales et de l'aménagement urbain dans une période assez mal connue de l'histoire de la Roumanie. Il s'agit de la transition entre le régime d'extrême droite de Ion Antonescu, de 1940 à 1944, et la prise du pouvoir par les communistes, appuyés par l'URSS, après la Seconde Guerre mondiale, suivie par la mise en place du système socialiste (la République populaire de Roumanie – RPR) à partir de 1948 et dans les années 1950.

Nous nous sommes donc demandés comment sont apparues les pratiques spécifiques au régime socialiste en Roumanie, vu que les discours officiels déclarent avoir opéré une rupture radicale avec le passé, en réorganisant à zéro et sur les fondements nouveaux du marxisme – léninisme, tous les domaines de la vie économique et sociale ? De plus, nous avons abordé pour le cas de la RPR, la question des spécificités de la « ville socialiste ». Cette question se pose puisque l'histoire, tout comme les discours officiels du régime, présentent le développement urbain comme le produit d'une idéologie spécifique, de la planification étatique centralisée, de la distribution égalitaire des ressources, de la « société sans classes », etc. L'un des objectifs de la thèse est donc l'examen des limites de ces affirmations.

Afin de répondre à ces objectifs généraux nous avons choisi d'explorer le projet de logement social et collectif. En effet, l'habitation dans les quartiers de logement *de masse* est habituellement considérée comme caractéristique du régime socialiste qui a profondément changé, dans le cas de Bucarest, la structure bâtie de la ville héritée, ainsi que le cadre de vie de la majorité de la population. Nous proposons ainsi de saisir les continuités et les ruptures dans la conception du logement en nous attachant à une période qui s'étend de 1910 à 1960. Il s'agit d'un intervalle qui commence avec la parution, avant la Première Guerre mondiale, des premières politiques publiques visant notamment à favoriser les fonctionnaires du jeune État-nation, et qui s'achève avec la mise en place du système de planification et de construction à grande échelle dirigé par l'agence gouvernementale de contrôle des constructions, pendant le régime socialiste. De fait, nous suivons cette évolution de manière chronologique en empruntant trois regards différents, fournis par l'analyse des trois registres de discours auxquels nous avons consacré les trois parties de la thèse :

- les sources qui restituent les représentations des acteurs sur la ville et sur la manière appropriée de concevoir le logement social dans le cadre des plans d'aménagement pour Bucarest ;
- les textes législatifs qui restituent les jalons des politiques publiques concernant la construction et l'attribution du logement social et les populations visées ;
- l'analyse des traités, des normes architecturales et des descriptions de projets, ainsi que l'analyse typologique des projets retrouvés aux archives, qui restituent les conceptions architecturales qui ont engendré le logement social et collectif.

Tout d'abord nous avons abordé l'importance du rôle joué par le politique dans le domaine de la planification urbaine et de l'architecture du logement en remettant en question l'approche « totalitaire ». Appliquée au domaine de l'architecture, celle-ci souligne le contrôle absolu du politique usant de méthodes systématiques et rigoureuses, fournies par les soviétiques, pour transformer la réalité d'après un plan bien établi. Nous avons ainsi posé comme première hypothèse l'idée que les pratiques du régime socialiste étaient contradictoires avec les discours des politiques et de la propagande.

Nous avons ainsi mis en lumière à plusieurs reprises, des retours en arrière et des révisions successives de principes et de stratégies de la planification urbaine entre 1950 et 1958. Ces balbutiements indiquent le fait que les pratiques du régime dit « totalitaire » se sont articulées suite à des tâtonnements, comme une sorte de « bricolage ». De même nous avons remarqué, qu'en pratique, les modèles soviétiques furent souvent ambigus et inconstants et que, de surcroît, ils ont parfois été jugés comme inadaptés au contexte roumain. Pour cette raison, par exemple dans le cas du logement coopératif, les planificateurs se sont inspirés de modèles d'autres pays socialistes considérés comme plus proches des caractéristiques roumaines, tels la Hongrie ou la Bulgarie.

Par notre deuxième hypothèse, nous avons mis en question la prétendue rupture totale du régime communiste avec les régimes antérieurs. Plusieurs types de permanences entre les périodes d'avant et d'après l'instauration du régime socialiste ont surgi des analyses. Il s'agit par exemple des représentations dominantes des planificateurs (architectes, urbanistes et hommes politiques) qui s'attachent à la création d'une image urbaine le long des artères principales de circulation qui soit cohérente, homogène et à la hauteur du statut de capitale et puis de « capitale socialiste » de Bucarest. De même, les instruments législatifs de gestion de la ville se sont construits, dans l'après-guerre, en érigeant en pratiques courantes, en répondant et en renforçant les manières de faire discrétionnaires qui étaient auparavant apparues de manière isolée : les réquisitions pendant la guerre et ceux au bénéfice des fonctionnaires roumains, les politiques discriminatoires antijuives etc.

Enfin, notre troisième axe de recherche s'attachait à analyser le rôle des différents acteurs dans les prises de décisions concernant la ville et l'architecture. À partir des sources analysées, nous avons montré le poids décisif des conseillers soviétiques, au début des années 1950 et celui des dirigeants politiques locaux qui ont souvent imposé « d'en haut » des stratégies qui contredisaient les propositions des architectes locaux. Nous avons observé la tendance des architectes à perpétuer les anciens principes à la fois dans l'aménagement urbain et dans les projets d'habitations.

De fait, tout au long de l'entre-deux-guerres, les architectes se sont opposés l'introduction à Bucarest du logement collectif « de type ouvrier », appelé de manière péjorative « caserne ». Mais les « projets types » du logement *de masse* sont effectivement apparus en revisitant les quelques expériences précédentes de construction de « casernes pour ouvriers mariés sans enfants », qui étaient demeurées marginales à Bucarest et qui avait été développées dans les années 1940 dans d'autres centres industriels du pays.

Les principaux apports de cette thèse sont donc l'éclaircissement de certaines de ces pratiques marginales et peu connues, datant à la fois d'avant-guerre et du début du régime socialiste. Elle relativise par là-même l'idée selon laquelle le mode d'habiter et de concevoir la ville et le logement obéissent en Roumanie à des séquences historiques séparées et dépendent pleinement des idéologies des régimes successifs, tout en explorant une « ville socialiste » faite de ruptures et de continuités et d'une multiplicité d'acteurs et d'idées divergentes.